

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 27 mars 2023

Le 28 et après : gardons la rue et amplifions les grèves, allons chercher la victoire !

Après une semaine de rassemblements et de manifestations spontanés tous les soirs, la mobilisation du jeudi 23 mars a été l'une des plus grosses journées du mouvement contre la réforme des retraites. Une des plus électriques aussi : irruption des jeunes dans des cortèges qui chantent pour la grève générale, foyers de mobilisation qui s'agrègent et se renforcent entre eux... La colère a déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des ultra-riches, contre sa politique qui est la même que tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui s'est un peu étonnée d'elle-même, comme si tout ne faisait que commencer, enfin. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

Panique dans les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, aveu de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, attouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs, des travailleuses et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime hors des cadres préétablis. Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la NUPES ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux.

Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils appellent à une nouvelle journée de

grève mardi 28 mars. Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la saint Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coups de flics et de réquisitions.

Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise, en interprofessionnelles, dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main.

La prochaine journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, ce mardi 28 mars, doit être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre K.O. !

Ce sont toujours les salariés qui trinquent

Le problème des bas salaires nous impacte tous, tous les jours. A la pompe, sur le passe Navigo, à la cantine ou à la boulangerie.

Même les cadres se plaignent de la baisse de leurs primes de performance ! Quand on pense que ces primes sont variables et qu'elles ne comptent pas pour la retraite, le compte est vite fait : il nous faut tous revendiquer des hausses de salaires qui couvrent l'inflation des produits de consommation. Cela devrait être automatique pour qu'on ne perde pas notre pouvoir d'achat entre chaque NAO.

La planète, allô !

Les puissants aiment voyager, dîner et discuter de la planète. A l'ONU, Sabrina Soussan est intervenue à la conférence des Nations Unies de l'eau. Suez, en tant que multinationale, a-t-elle plus à cœur l'intérêt général que ses bénéfices ? Non ! Comme les COP pour le climat, ces conférences ne sont pas contraignantes et les objectifs non atteints se retrouvent à la prochaine. Pour les grands groupes comme Suez, le but est surtout de se partager le marché de l'eau avec notre argent public, et de s'offrir un bon coup de pub.

La « solidarité » de Macron n'est que du mépris

Le Mouvement national des chômeurs et précaires a dénoncé le « mépris et l'arrogance » d'Emmanuel Macron après ses déclarations sur la réforme du RSA, dont le but est de priver le plus grand nombre possible de bénéficiaires des 598 euros mensuels qu'ils touchent actuellement en conditionnant ce versement à des heures de travail. Comble de cynisme, le ministre du Travail, Dussopt, a estimé qu'il s'agissait d'un geste « de solidarité » de la part du locataire de l'Élysée à l'égard des bénéficiaires du RSA. Si ça c'est de la « solidarité », alors qu'est-ce qu'une attaque anti-pauvres ?

Macron et ses ministres obligés de se cacher !

Macron avait prévu de venir au match de foot France-Pays Bas au stade de France le 24 mars. Il a dû y renoncer. Comme quoi, il n'y a pas que la venue du roi d'Angleterre qui doit être annulée et, en ce moment, tous les ministres se terrent !

Macron avait bien senti le vent de la révolte : quand le chronomètre a affiché 49'33", des cris « Macron, démission » et des sifflets ont fusé dans les tribunes !

Des flics homophobes, racistes et cogneurs

Un enregistrement sonore d'une vingtaine de minutes accablant pour la Brigade de répression de l'action violente motorisée (BRAV-M, des policiers

qui pourchassent à moto les manifestants) a été révélé par la presse. On entend plusieurs policiers frapper et menacer des jeunes interpellés à Paris après une manifestation contre la réforme des retraites, et tenir des propos racistes et homophobes. Le préfet de police de Paris a annoncé saisir l'Inspection générale de la police nationale. On est tout de suite rassurés...

Manifestations anti-bassines : un succès malgré la répression

Une manifestation a eu lieu hier à Sainte-Soline pour protester contre la construction des méga-bassines. Ces immenses piscines à ciel ouvert empêchent l'infiltration de l'eau de pluie dans les sols, menacés de sécheresse à l'été prochain. Seuls les gros exploitants pourront disposer d'eau.

Malgré les 3 200 policiers déployés et des violences policières inouïes, la manifestation a été un succès : plusieurs dizaines de milliers de participants, qui, pour beaucoup, faisaient le lien avec la mobilisation en cours contre la réforme des retraites.

Extrême-droite : violences en toute impunité

Un incendie criminel a endommagé la maison de Yannick Morez, maire de Saint-Brevin-les-Pins, alors qu'il dormait. Depuis des mois, l'extrême droite multiplie les menaces à l'égard du maire et de tous ceux qui soutiennent l'agrandissement du centre d'accueil des demandeurs d'asile de la commune. Dans le passé, des coups de feu avaient été tirés contre la façade du bâtiment, des lettres de menaces envoyées aux élus mais personne n'a jamais été inquiété et encore moins arrêté. Le 25 février, 900 personnes ont défilé en faveur du centre alors que 400 autres manifestaient contre en scandant « La France aux Français » et brandissant des drapeaux du parti d'Éric Zemmour. Et Darmanin, qui se répand contre les prétendus « casseurs » qui placardent des affiches sur les permanences des députés Renaissance, n'a pas dit un mot sur cet attentat raciste. À chacun ses préoccupations !

Ventes d'armes : la France a le vent en poupe

Selon l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm, les États-Unis exportent 40 % des armes dans le monde, suivis par la Russie (16 %) et la France (11 %). D'après le quotidien The Guardian la hausse des exportations françaises « laisse à penser que les industriels français pourraient dépasser leurs rivaux russes d'ici dix ans ». Poutine n'a qu'à bien se tenir. Quant à Dassault, dont l'action explose en Bourse, il est ravi. Mais les populations civiles, explosées par les bombes, les obus et les avions made in France, le sont beaucoup moins.